Menaces autour d'une crise de la dette américaine

20/01/2011 à 9h00

Les avertissements destinés à Barack Obama se multiplient : les États-Unis ne peuvent plus continuer à s'endetter à ce rythme. La pression monte alors que le budget 2012 sera présenté en février.

Rigueur pour réduire le déficit ou relance pour assurer une reprise fragile ? Barack Obama devra arbitrer lors de la présentation de son budget 2012, début février. Mais les agences de notation viennent prêter main forte aux Républicains opposés à la «*gabegie*» de Washington. Après Moody's, l'agence Standard & Poor's a de nouveau prévenu les États-Unis qu'ils ne pouvaient plus continuer à laisser filer leur déficit.

> ***Ce rappel à l'ordre intervient alors que les Républicains refusent de relever la limite légale d'endettement fédéral à la demande du gouvernent démocrate. Fixée actuellement à 14.300 milliards de dollars ([10.600] milliards d'euros), elle empêchera dès fin mars le Trésor de rembourser les lignes de crédit dues aux investisseurs. Si l'État se trouve aujourd'hui acculé, c'est à cause des déficits budgétaires des années passées.***

«*Notre perspective stable sur la note 'AAA' des États-Unis suppose que le gouvernement révélera bientôt un plan crédible pour resserrer la politique budgétaire afin de permettre au ratio de la dette rapporté au PIB de se stabiliser et ensuite de baisser à moyen terme*», a expliqué Davis Wyss, l'économiste en chef de l'agence de référence.

Plafond de 14.300 milliards de dollars

Les Républicains savent que bloquer le plafond ne peut pas réduire la dette. Ils cherchent à sensibiliser l'opinion publique à ce sujet pour «gagner en pouvoir de négociation lorsque le débat sur le budget 2012 débutera» lors de la deuxième semaine de février, analyse Davis Wyss. «*Il s'agit du jeu de la poule mouillée, et ils espèrent forcer les Démocrates à céder en premier. Le risque avec ce genre de pari, c'est qu'aucun des deux partis ne cède à temps.*»

Chômage technique

Dans ce cas, le gouvernement pourrait placer les deux millions de fonctionnaires fédéraux au chômage technique pour retarder l'échéance du défaut de paiement. Cette action, un «*shutdown*», a déjà été pratiquée deux fois en 1995 et 1996 par Bill Clinton lorsqu'il était au pouvoir. Inquiétée par la tournure des évènements, l'agence Moody's avait alors menacé de dégrader la note américaine. Mais, au final, la Maison blanche avait gagné son bras de fer contre les Républicains.

Ces prochaines semaines, si la situation empire et que le Trésor ne peut plus rembourser ses créanciers, les conséquences seraient toutefois désastreuses. Les investisseurs, inquiets, pourraient demander des taux d'intérêt supérieurs. Le taux à 10 ans se situe actuellement à un niveau relativement faible, à 3,37%. Le coût de la dette fédérale s'alourdirait d'autant et, surtout, le loyer de l'argent dans l'ensemble de l'économie américaine grimperait. De quoi mettre à mal la reprise. «*Nous vivrons ces prochains mois une période d'incertitude politique inhabituelle qui pose certains risques aux titres du Trésor américains*», préviennent ainsi les économistes de Société générale.

Un niveau de dette supérieur à celui de la France

Cela pourrait déclencher – même si la probabilité demeure faible, selon Société générale – une crise de la dette sur le

modèle de ce qui se passe en ce moment en zone euro. La situation budgétaire de l'État américain n'est pas franchement meilleure : la dette brute représentera 101% du produit intérieur brut en 2012, selon l'OCDE. Un niveau supérieur à celui de la France. Même si les États-Unis sont protégés par un dollar incontournable et connaîtront une croissance plus forte (3,1% selon l'OCDE), ces niveaux pourraient à terme inquiéter agences de notation et investisseurs.

Le Figaro